



PROJETS «GROSSESSES NON DÉSIRÉES» BULLETIN D'INFOS #1 MAI 2015

Cette première newsletter marque le démarrage d'une nouvelle Convention Programme signée avec l'Agence Française de Développement (AFD) portant sur la thématique des Grossesses non Désirées (GND). Cette convention Programme cofinance quatre projets : la Palestine à Gaza, le Burkina Faso, la République Démocratique du Congo et le Pérou et concerne deux projets pour ses activités transversales de plaidoyer : la République de Côte d'Ivoire et Haïti. Un premier échange s'est déroulé à Paris au mois de mars et a réuni des représentants des projets travaillant ensemble pour les droits sexuels et reproductifs à travers le monde. Certains contextes ont ralenti le démarrage de plusieurs projets décalant ainsi le calendrier mis en place, cependant chaque projet est aujourd'hui lancé et a entamé largement les premières étapes du programme. Vous trouverez dans cette newsletter une infographie de chaque projet. Les informations utilisées dans ces infographies ont été récoltées lors de l'atelier auprès des participants ou dans différents documents relatifs aux projets, ainsi ces données sont indicatives.

Actualités Internationales

1) **NEPAL**: des dizaines de milliers de femmes enceintes affectées par le tremblements de terre selon le Fond des Nations Unis pour la Population :


UNFPA: [Tens of thousands of pregnant women affected by Nepal quake](#)

2) Lors de la 48ème *Commission on Population and Développement* qui s'est tenu à New York du 13 au 17 Avril 2015, le planning familiale a été mis au cœur des discussions:

UNPFA: [Putting human rights at the heart of reproductive health](#)

3) Sur l'importance de la santé sexuelle et reproductive dans l'agenda post 2015 :

The Guardian: [Sustainable development must prioritise women's sexual health](#)




Tonkpi, Cavally
Guémon, Gbokle-
Nawa San Pedro
Grand Abidjan



125 centres de
santé

CÔTE D'IVOIRE



Population cible: Femmes
en âge de procréer,
Femmes enceintes
Enfants de moins de 5 ans



Environ 40 staff

FLORENT KEY
 Coordinateur site RCI

Sur son arrivée chez MdM:
 "Le cadre est enchanteur. MdM m'offre une ouverture sur le monde plus large. je m'enrichis des autres et apporte mes connaissances au niveau régional. Le partage est intéressant et enrichissant."

Sur son combat:
 "Je suis un militant des droits en santé sexuelle et reproductif convaincu, et qui espère convaincre"

L'équipe « GND »

Le programme GND est piloté depuis le siège par une équipe composée de quatre personnes basées au S2AP (Service d'Appui d'Analyse et de Plaidoyer). Une nouvelle recrue, vient de rejoindre l'équipe. Bienvenue Elise!



En avril, le S2AP a accueilli **Elise Petitpas** qui est basée à Ouagadougou (Burkina Faso) en tant que Coordinatrice Grossesses Non Désirées. Elise sera en charge d'apporter un appui aux projets et activités de plaidoyer des différents partenaires associés à la Convention Programme SSR signée avec l'AFD en 2014. Juriste de formation, Elise a plus de 6 années d'expérience professionnelle axée sur la question des violences liées au genre et des droits sexuels et reproductifs. Elle a notamment travaillé à Bruxelles pour le bureau européen de l'IPPF et a été chargée de plaidoyer pour la campagne européenne END FGM (Halte aux mutilations génitales féminines) d'Amnesty International. Elise a également travaillé en Bosnie-Herzégovine sur un projet de renforcement des capacités relatif aux droits des femmes.



Sandrine Simon
Référénte Médicale
SSR



Anne Sinic
Chargée de Plaidoyer SSR



Marie Lussier
Chargée de projet des CP AFD

Renforcement des échanges inter-projets

Suite aux discussions sur le renforcement des échanges inter-projets lors de l'Atelier GND de mars 2015, l'idée de la création d'un outil permettant aux différentes missions terrains de partager leurs outils et informations importantes a émergé. Ainsi, la possibilité de mise en place de cet outil informatique est suivie en interne depuis le siège. L'éventualité d'un site internet contributif a notamment été discutée, ainsi que celle d'une extension de l'intranet existant, en lien avec Grégoire Bousseau en charge de l'intranet à Mdm. Nous vous ferons part de la suite de ces discussions et continuons nos recherches à ce sujet!



BURKINA FASO

REGION DU SAHEL
DISTRICT SANITAIRE DE DJIBO

EQUIPES CADRE DU DISTRICT

POPULATION CIBLE: 442 972

8 STAFF MDM

ÉTUDE SOCIO-ANTHROPOLOGIQUE

Réalisation d'une étude socio-anthro sur la problématique des grossesses non désirées et étude sur les barrières socio-culturelles à l'accès aux soins des femmes en SSR.

ECOLE DES MARIS

Ces écoles sont des lieux de rencontre et de sensibilisation des hommes à la SSR. L'équipe GND de Djibo a réalisé un voyage d'étude sur celles-ci au Niger en octobre afin de mieux appréhender leurs modalités, enjeux et activités.



PEROU

LIMA
VILLA EL SALVADOR

NATIONAL: Autorités de santé du District
INTERNATIONAL: CLACAI

POPULATION CIBLE: 129,267

STAFF: 6

NEWS

Juillet 2014 : adoption d'un protocole pour la mise en œuvre de la loi sur l'avortement thérapeutique, attendu depuis sa légalisation en 1924
Prochaine étape : plaider pour le droit à l'avortement suite à un viol

FORMATIONS

En 2014: 7 formations techniques et de sensibilisation mises en place pour le personnel de santé. Pour la première fois, introduction du plaidoyer lors de ces formations dans le cadre de Caire +20.

RDC

KINSHASA
5 zones de santé

HUMANA PEOPLE TO PEOPLE (HPP)

POPULATION CIBLE:
75 000

3 STAFF MDM
8 STAFF SUPPORTS
11 HPP STAFF

FORMATIONS

Démarrage de deux formations:

1. Prise en charge et prévention des IST
2. Prise en charge des victimes de violences sexuelles

MOBILISATION COMMUNAUTAIRE

En lien avec le partenaire HPP:
Ouverture de bureaux de représentations locales
Réunions avec les chefs administratifs de quartiers
Réflexions communes sur les outils d'infos

GAZA

GAZA STRIP MIDDLE AREA

Cultural and free thought association (CFTA)

3 CLINIQUES

4 staff MDM
11 staff partenaire

CONTEXTE

Occupation et guerres
Manque d'approvisionnement en matériel nécessaire (notamment en matériel de construction)
Grèves régulières du personnel de santé public

COUNSELING

Intégration future d'une approche 'santé mentale' dans la mise en œuvre de la SSR
Premiers secours psychologiques pour cas particuliers
Approche spécifique pour les grossesses non désirées

Plaidoyer Droits Sexuels et reproductifs

Une série de négociations est en cours pour concevoir et adopter d'ici septembre 2015, le nouveau cadre de développement durable qui succèdera aux Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD). Si des avancées significatives ont été réalisées en termes de santé sexuelle et reproductive, de nombreux défis restent encore à relever pour garantir aux femmes et aux filles l'exercice de leurs droits et l'accès à des services de qualité. Certains aspects de la santé et des droits sexuels et reproductifs demeurent largement négligés tel que l'accès à un avortement médicalisé et la prise en charge des adolescent-es. Alors que plusieurs Etats expriment leurs réticences, il est impératif de veiller à ce que la santé et les droits sexuels et reproductifs demeurent au cœur des priorités de développement post-2015.

L'objectif 2 de la Convention Programme Grossesses Non Désirées vise à porter les valeurs, idées et combats et de faire entendre la voix de Médecins du Monde auprès des instances décisionnelles en capacité d'agir dans ce domaine. Dans le cadre de ce programme, le plaidoyer joue donc un rôle essentiel car il permet de promouvoir l'accès à la contraception et à l'avortement sûr et légal dans nos pays d'intervention. En 2014, 225 millions de femmes qui préféreraient éviter ou retarder une grossesse n'ont pas accès à une contraception sûre et efficace. La couverture de ces besoins non satisfait permettrait de réduire la mortalité maternelle. C'est

pour contribuer à cet effort de plaidoyer global que nous nous mobilisons aujourd'hui pour participer à deux conférences internationales, en 2015 et 2016. Ces conférences sont des espaces de visibilité importants. Elles permettent les rencontres avec des partenaires existants ainsi que des partenaires potentiels et favorisent ainsi le renforcement de notre réseau. Elles sont également l'occasion de partage d'expériences et de renforcements de compétences.

Les deux conférences sélectionnées rejoignent nos priorités d'action et constituent des temps forts pour la promotion des droits sexuels et reproductifs en lien avec l'agenda post-2015.

Nous serons donc présent.e.s à la [International Conference On Family Planning](#) qui aura lieu du 9 au 12 Novembre 2015 à Nusa Dua, Indonésie. Nous avons proposé un abstract pour présenter l'enquête socioanthropologique « Etude transversale et analyse comparative des déterminants socioculturels et communautaires des grossesses non désirées et des avortements » se déroulant actuellement au Burkina Faso et en RDC. Nous participerons ensuite à la 4ème conférence [Women Deliver](#), qui aura lieu à Copenhague du 16 au 19 Mai 2016. Une mobilisation globale de tous les projets est à prévoir pour renforcer nos chances de participation en tant qu'acteur engagé de la lutte pour les DSSR.

 **INTERNATIONAL CONFERENCE ON FAMILY PLANNING**
NUSA DUA, INDONESIA NOVEMBER 9-12 2015



Sexualité et Eglise catholique : Interview du Père Nicolas Curé de la Paroisse Saint Leu Saint Gilles à Paris

Nous travaillons dans différents contextes internationaux où les thématiques de contraception et avortement sont très sensibles, notamment du au facteur religieux, qu'en pensez-vous en tant que prêtre ?

Je sais que de nombreux pays « bloquent » sur la capote, entre superstition et religion. L'homme d'Eglise là-bas n'échappe pas à cette superstition (le préservatif est mauvais, rend stérile...) ce qui est renforcé par une éducation au sein de l'Eglise à l'encontre du préservatif. Il existe cependant des membres importants de l'Eglise qui se sont prononcés à faveur de l'utilisation du préservatif dans certains cas comme le Cardinal Lustiger. En réalité, nous sommes confrontés à un choix moral entre le mal et le moindre mal. Pour l'Eglise la contraception n'apporte pas la vie.

Dans l'Eglise il y a un enseignement sur le mariage et sa dimension relationnelle amoureuse. Aujourd'hui quand on prépare un jeune couple au mariage, il n'y a plus de tabous sur la sexualité. Pour moi, dans un couple, prendre du plaisir ensemble est un signe d'harmonie et de bien-être. Dieu bénit ce plaisir tant qu'on ne traite pas l'autre comme un objet sexuel. Le problème dans un pays où l'inégalité entre les hommes et les femmes est très marquée est que le plaisir doit être sous le contrôle de l'homme. En fait, si la femme prend du plaisir elle s'autonomise par rapport à l'homme. Je crois qu'une évolution est possible, qu'on peut sortir de ce régime de la soumission. Dans le sens chrétien l'émancipation de la femme lui redonne son autonomie et sa liberté.

C'est là que réside le problème : la lutte contre le contraceptif se joue dans ces perceptions de domina-

tion et de soumission de la femme. Un travail de sensibilisation sur l'égalité est donc à penser et à travailler avec les communautés religieuses avant de parler de contraception.

Quel est le positionnement de l'église par rapport à la contraception ?

Il y a un classement des contraceptifs, du plus au moins grave :

- 1- bloque la fécondation
- 2- bloque l'ovulation
- 3- impacte l'œuf fécondé

Les « moins pires » sont les contraceptifs mécaniques qui bloquent toute fécondation possible. Selon l'enseignement de l'Eglise, utiliser un préservatif, ce n'est pas ce que Dieu a voulu. Mais l'homme moderne n'est plus à l'écoute de lui-même, tout doit aller vite et sans risques.

Le problème pour l'Eglise dans l'évolution de ces comportements c'est que le sexe devienne un objet de consommation alors que dans la religion, le sexe est fait pour la rencontre, la jouissance et la connaissance de l'autre. L'Eglise dénonce l'usage égoïste du sexe et du plaisir. Ainsi utiliser des contraceptifs à ces fins est condamné. L'usage du contraceptif doit correspondre à une réponse à un besoin vital ou à un moindre mal. Le Vatican admet que la contraception puisse servir de moyen de rencontre dans le couple quand c'est nécessaire car la rencontre sexuelle est un lieu d'humanisation où l'on sort de la bestialité.

A lire

1) Adding it up, the costs and benefits of investing in sexual and reproductive health

Guttmacher Institut et UNFPA 2014

2) Sexual and Reproductive Health and Rights Are Key to Global Development: The Case for Ramping Up Investment

Guttmacher Policy Review Hiver 2014

3) Contraception Is Not Abortion: The Strategic Campaign of Antiabortion Groups to Persuade the Public Otherwise

HAITI

PORT AU PRINCE

POPULATION CIBLE: 500 000

Promoteurs Objectifs Zero Sida (POZ) Solidarite Fanm Ayisyen (SOFA)

20 STAFF

CONTEXTE

1. Nombreux cas de violences liées au genre
2. Phénomène des « reste avec »: Jeunes de familles nombreuses précaires envoyés dans les villes pour devenir domestiques qui souvent subissent violence physique et sexuel.

LIGNE BLEUE

Centre d'appels téléphoniques disponible 24h/24, 7 jours/7 et système de communication par sms entre pairs sur la prévention des avortements, la contraception et les risques liés au mariage précoce (mis en place par POZ)